

## **Le contexte réglementaire**

Les plans de prévention et de gestion des déchets se doivent de présenter « une évaluation des besoins en matière de fermeture d'infrastructures de traitement des déchets existantes et en matière d'installations supplémentaires de traitement des déchets » conformément à l'article 16 de la directive européenne 2008/98/CE. La directive européenne n°2018/851 la complète en exigeant « une évaluation des investissements et des autres moyens financiers, y compris pour les autorités locales, nécessaires pour satisfaire ces besoins ».

Le règlement UE 2021/1060 du 24 juin 2021 (postérieur à l'adoption du PRPGD en 2019) relatif à différents fonds européens pour la période 2021-2027 prévoit à l'article 15 le remboursement des projets éligibles au respect de conditions favorisantes. Concernant les projets reposant sur l'économie circulaire pour le traitement des déchets, le règlement énonce quatre conditions d'application directe qui doivent être remplies par la planification régionale de la gestion des déchets. Il prévoit en particulier une évaluation des investissements relatifs aux installations de traitement des déchets. Par conséquent, les Régions qui candidatent aux fonds européens pour la période 2021-2027 doivent intégrer cette évaluation des investissements dans leur SRADDET.

## **Périmètre et limites de l'évaluation**

La Région a une compétence en matière de planification régionale de la prévention et de la gestion des déchets. Elle n'est pas autorité organisatrice de cette gestion au niveau local.

Ce sont les Établissements publics de coopération intercommunales (collectivités locales ou syndicats à compétence déchets) ainsi que les opérateurs privés du domaine des déchets qui gèrent et investissent dans les équipements nécessaires à la gestion des déchets.

Il est ainsi difficile à la Région d'estimer financièrement les besoins pour faire évoluer un équipement ou le fermer. Si le PRPGD intégré au SRADDET, envisageait la fermeture ou modernisation de certains équipements (par exemple des centres de tri de collecte sélective des emballages ménagers, ou de déchets d'activités économiques) qui apparaissaient comme ne pouvant pas répondre aux objectifs du PRPGD, il n'y avait aucune certitude quant à leur fermeture. Plusieurs solutions pouvaient s'offrir à ces structures : fermeture pure et simple, vente à une entreprise des bâtiments et des équipements, transformation pour un tout autre objet ou bien pour un autre type de gestion de déchets. Autant de pistes qu'il était impossible d'explorer pour la Région.

## **Aujourd'hui, quels sont les coûts ?**

### **Pour le Service Public de Prévention et de Gestion des déchets (prise en charge des déchets ménagers et assimilés)**

L'ADEME a élaboré un cadre de présentation des coûts de gestion des déchets pris en charge par les collectivités locales françaises, plus communément appelé « matrice des coûts ».

Dans le cadre de l'accompagnement régional de l'ensemble des collectivités d'Occitanie autour de la matrice des coûts mené en 2021 et 2022, l'objectif de 100% des matrices des coûts 2019 saisies et exploitées avec l'opportunité qu'elles servent de point de repère pour les nouveaux mandats d'élus a été quasiment atteint avec 97% des collectivités en charge des déchets et 99% de la population bénéficiant d'une matrice des coûts 2019.

Le coût complet TTC de la gestion des déchets (ensemble des charges de fonctionnement engagées par les collectivités) s'élève à plus de 902 M€ TTC en 2019 (avec 46 M€ de TVA acquittée) et le coût aidé à financer représente 807 M€ TTC.

Tous flux confondus, le coût complet HT de gestion des déchets est de 148 €/habitant, les charges de transport et traitement représentant 46% du coût et les charges de collecte 41%.

Le coût aidé moyen, après déduction des recettes s'élevant à 95 M€ (recettes industrielles, soutiens et aides) est de 131 € HT/habitant et 139 € TTC/habitant. Ce coût est couvert à 103% par le financement appelé auprès des usagers (TEOM, redevance spéciale, REOM, facturations des usagers et contributions).

Le coût aidé de la gestion globale des déchets s'élève à 761 M€ HT en 2019 et est en légère augmentation (+ 2,2%) par rapport à 2016 (sur la base d'un échantillon regroupant 52% de la population).

Les ordures ménagères résiduelles (OMR) représentent le premier flux en termes de coût (56% du coût de l'ensemble de la gestion des déchets et 46% du tonnage hors gravats).

Les ordures ménagères résiduelles (OMR) et déchets en déchèteries représentent 77% du coût aidé global et 77% des tonnages hors gravats collectés.

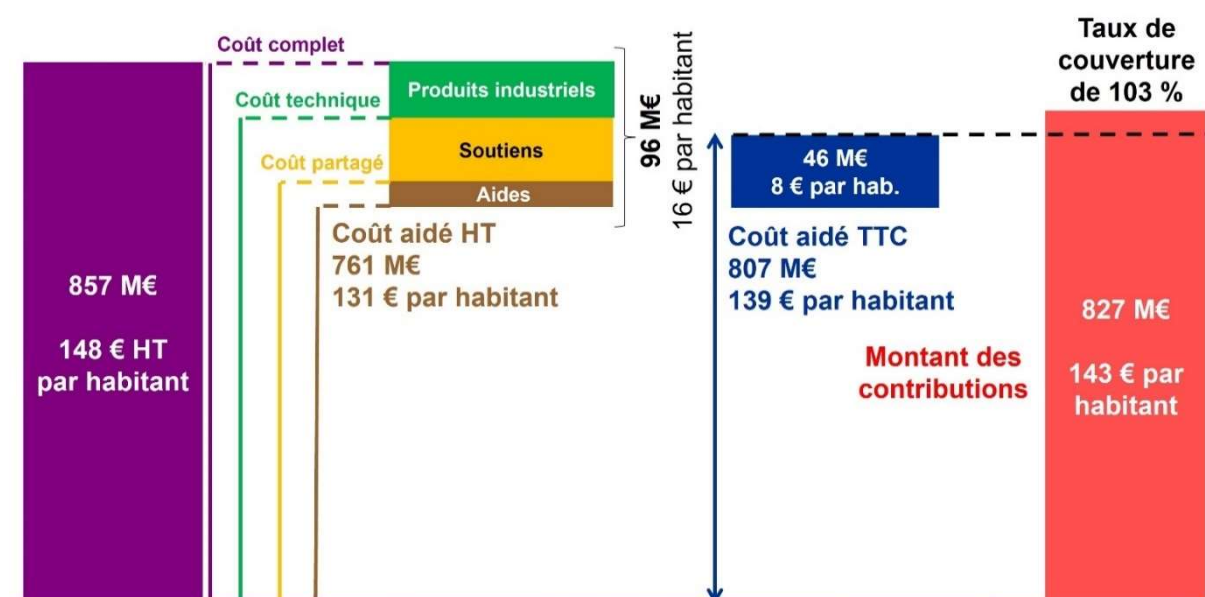
La dispersion des coûts est très forte (80% des collectivités ont un coût aidé de gestion global compris entre 88 et 173 €/habitant), liée aux caractéristiques des territoires, aux quantités de déchets collectés, aux modes d'organisation retenus...

Les analyses statistiques (derniers référentiels nationaux) montrent que la typologie d'habitat est le premier facteur d'impact sur les coûts aidés. Ce sont les collectivités rurales qui présentent en Occitanie (et au niveau national) les coûts les plus faibles (106 € HT/habitant en rural contre 123 € en urbain en 2019), essentiellement en raison des quantités collectées moindres et du niveau de service rendu (fréquence de collecte plus faible, moins de collectes en porte à porte, peu ou pas de services complémentaires, ...).

De nombreux facteurs sur lesquels les élus peuvent agir, souvent interdépendants, ont un impact sur les coûts de gestion des déchets d'une collectivité :

- Efficience des services de collecte de déchets aux territoires et besoins techniques des usagers,
- Maîtrise technique et économique des solutions de traitement,
- Choix politiques sur les déchets non ménagers pris en charge par le service public (limitation et/ou financement adapté),

- Financement du service public (TEOM, REOM avec instauration ou pas d'une part incitative),
- Moyens et actions de prévention déployés pour réduire les quantités de déchets produites et collectées par le service public.



Synthèse des coûts et contributions relatifs au service public de gestion des déchets en Occitanie en 2019

### Financement du service public de gestion des déchets

Les contributions des usagers, permettant de financer le coût aidé TTC du service public de gestion des déchets, s'élèvent à 827 M€ en 2019 soit un taux de couverture (correspondant au montant des contributions divisé par le montant du coût aidé TTC) de 103%.

Les collectivités à fiscalité propre financent majoritairement le service par la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (ou TEOM) avec une redevance spéciale instaurée par la plupart des collectivités en charge de la compétence collective.

Financement	Budget général	TEOM	REOM	Redevance spéciale	Tarification incitative
Nombre de collectivités	3	147	13	115	5
Part de la population totale	0,7%	95,5%	3,8%	83%	4,1%

Tableau 1 : Mode(s) de financement majoritaire du service public de gestion des déchets au 1<sup>er</sup> janvier 2019

### Déchets hors SPPGD :

En ce qui concerne les centres de tri des déchets d'activités économiques, qui appartiennent majoritairement à des opérateurs privés, c'est la loi du marché et le contexte économique qui influent sur la fermeture ou non de ces centres. Les différentes réglementations intervenues depuis octobre 2009, telles que la réduction des quantités destinées à l'élimination ou telles que le décret dit 5 flux, puis le 7 flux, tendraient plutôt à en augmenter l'activité.

Pour les autres équipements tels que les centres de transit, plateformes de compostage, plateformes de concassage des inertes..., il est difficile, du fait de leur plus grande facilité à moindre coût à changer d'activité, de faire des projections sur leur devenir.

### **Enjeux financiers :**

#### **Au niveau de la prévention des déchets**

Le scénario de plan conduit à une diminution des tonnages de déchets ménagers et assimilés de :

- 143 000 tonnes en 2025 par rapport à 2015, alors qu'en parallèle le scénario médian du modèle OMPHALE de l'INSEE pour l'Occitanie prévoit, sur la même période, une augmentation de 8% de la population ;
- 162 000 tonnes en 2031 par rapport à 2015, alors qu'en parallèle le scénario médian du modèle OMPHALE de l'INSEE pour l'Occitanie prévoit, sur la même période, une augmentation de 12% de la population ;

Sur la base d'un coût moyen de traitement de 100 € HT/t, on estime que l'atteinte des objectifs de prévention du plan permet une économie d'environ 1,5 M€ par an par rapport à 2015.

Pour les autres déchets (déchets d'activités économiques, déchets inertes issus du BTP, déchets dangereux), l'objectif du plan porte sur une stabilisation des quantités produites malgré l'augmentation de la population et de l'activité économique. Cet objectif participe à la maîtrise des coûts de gestion de ces déchets.

#### **Au niveau de la collecte :**

Pour mettre en œuvre les priorités, le PRPGD encourage une approche territoriale globale du schéma d'organisation intégrant une analyse économique des leviers d'optimisation et des possibilités de mutualisation. Ainsi, pour la mise en place du tri des biodéchets à la source notamment par le développement d'une collecte dédiée, le plan indique que les collectivités doivent intégrer dans leur réflexion toutes les composantes du service (tarification/prévention/collecte/traitement) et les potentielles interactions entre les différents flux (biodéchets/OMr/recyclables) dans un souci de maîtrise de la qualité du service et des coûts du service public de gestion des déchets dans son ensemble. La mise en œuvre du tri à la source des biodéchets peut être réalisée à coûts constants, notamment grâce aux conséquences de la baisse des ordures ménagères résiduelles et de l'augmentation du tri sélectif.

De même, le plan préconise une évolution du dispositif de collecte sélective des emballages en vue de son optimisation et de son homogénéisation.

Le plan recommande aux entreprises dont la collecte des déchets ne relève pas du service public de rechercher la mutualisation de leurs collectes, par exemple via un groupement de commandes à l'initiative d'un club d'entreprises sur une zone d'activité, de manière à réduire le coût de la collecte de ce flux et massifier le gisement vers un site de valorisation. Des solutions innovantes sont à développer pour limiter les transports et les coûts.

**Pour ce qui concerne les installations de traitement des déchets**, l'objectif d'optimisation des investissements dans une logique de gestion de proximité est recherché comme par exemple :

- Au niveau des centres de tri des déchets d'emballages et de papiers, qui doivent faire l'objet de reconstruction ou de modifications profondes : le plan préconise une gestion par bassin de vie nécessitant une coopération entre acteurs, un découloignement des limites administratives de la compétence traitement et des échanges avec les régions voisines afin de permettre une optimisation des investissements (taille suffisante des équipements) et des coûts de fonctionnement dans une logique de bassin de vie.
- Au niveau des installations de collecte et de traitement des déchets de chantier, le plan préconise de s'appuyer sur les installations existantes par diversification de leur activité (par exemple les carrières en milieu rural) ou la mise en place d'installations multi-activités.
- Au niveau du traitement des déchets résiduels non dangereux non inertes, le plan préconise des coopérations entre collectivités permettant ainsi de mutualiser des capacités existantes dans un principe de proximité.
- Au niveau du traitement des déchets dangereux, les projets de développement de nouvelles filières ou de nouvelles activités de traitement – valorisation des déchets dangereux en région sont encouragés. Cependant, tout projet devra être élaboré en cohérence avec les régions limitrophes et les besoins recensés.
- Développement de nouvelles filières de valorisation : Un des objectifs du plan porte sur le développement d'une nouvelle activité économique permettant la valorisation de nouveaux déchets considérés jusque-là comme des déchets résiduels et partant généralement en installation de stockage, comme par exemple : le plâtre, les plastiques, les huisseries, les isolants...

### **Des investissements à réaliser**

Le scénario du plan prévoit la rénovation et la mise en œuvre de plusieurs types d'installations, nécessitant des investissements, à savoir :

#### **DES INSTALLATIONS DE COLLECTE DES DECHETS :**

- Rénovation, modernisation et mise en réseau des déchèteries

Des travaux de rénovation, modernisation, agrandissement sont nécessaires sur de nombreuses installations pour répondre à l'augmentation de leur fréquentation et du nombre de catégories de déchets triés sur sites dans le respect de la sécurité des agents et des utilisateurs du site.

- Collecte des déchets issus des activités économiques :

Le plan prévoit un maillage de points de collecte suffisant, permettant notamment aux entreprises de disposer d'au moins un lieu d'apport à, au plus, 15 km de leur site ou de leurs chantiers (pour les entreprises du BTP). Ce maillage doit s'appuyer sur le réseau de déchèteries professionnelles privées et publiques.

Il préconise le développement des déchèteries dédiées aux professionnels notamment sur les zones urbaines.

## DES INSTALLATIONS PERMETTANT D'OPTIMISER LE TRANSPORT DES DECHETS

Le plan préconise la mise en place de plateformes de stockage temporaire des déchets issus des chantiers du BTP.

## DES INSTALLATIONS DE TRI ET DE VALORISATION DES DECHETS

- Développement d'un maillage local d'installations agréées pour valoriser les biodéchets

L'état des lieux datant de 2018 met en évidence que seules 3 plates-formes de compostage et 4 installations de méthanisation bénéficient d'un agrément sanitaire les autorisant à traiter des sous-produits animaux de classe 3.

Le plan recommande d'évaluer sur les territoires, en concertation avec les différents acteurs concernés, les possibilités en termes d'évolution des unités existantes (capacités, évolutions techniques et démarches administratives nécessaires à l'obtention de l'agrément sanitaire SPA 3), les besoins de construction de nouvelles installations agréées.

- Modernisation de l'organisation du tri des collectes sélectives des déchets d'emballages ménagers dans le cadre de l'extension progressive des consignes de tri à l'ensemble des emballages plastiques

L'extension des consignes de tri à tous les emballages modifie significativement la composition des flux collectés et conduit à revoir le dimensionnement des centres de tri pour s'orienter vers des unités de plus grande capacité, présentant une automatisation plus poussée de leur process, capables d'atteindre un haut niveau de qualité des matériaux triés en vue du recyclage.

L'ambition du Plan est d'optimiser le nombre de centres de tri opérationnels dans le cadre de l'extension généralisée des consignes de tri. Le plan préconise de passer de 25 centres de tri actuellement opérationnels à moins de 20 centres de tri en tenant compte de la reconversion des centres de tri qui seraient amenés à arrêter leurs activités de tri.

- Amélioration de la capacité et des performances de tri des déchets d'activités économiques

Afin de faire face aux nouveaux besoins, le plan donne un objectif global d'augmentation de la performance et la capacité de tri des déchets d'activités économiques (DAE) :

- en améliorant les performances des centres de tri actuels notamment par la mise en œuvre d'équipements supplémentaires de tri ;
- en créant de nouvelles capacités de tri des DAE si l'exploitation des capacités techniques existantes ne suffit pas, au plus près des gisements de DAE produits.

- Développement du maillage en installations de recyclage des déchets inertes issus des chantiers du BTP pour les valoriser au plus près des gisements et des chantiers de réutilisation.

Pour mettre en place ce maillage et dans un objectif d'optimisation des coûts, le plan préconise de s'appuyer sur les installations existantes (carrières, ISDI, déchèteries) et de mettre en place des installations multi-activités.

## DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES DECHETS RESIDUELS

- Unités de pré-traitement des déchets ménagers résiduels

De nouvelles installations pourraient voir le jour, notamment dans la partie ouest de la région, pour compléter le niveau de valorisation des déchets ménagers collectés sélectivement et réduire les quantités envoyées en ISDND. En plus des projets en cours de construction dans le Tarn et dans l'Aveyron, de nouvelles installations sont à l'étude ainsi que la reconversion/modernisation de sites existants (Gard et Hérault). Il est difficile pour des raisons de confidentialité pour les projets portés par les privés et de réglementations vis-à-vis des marchés publics pour les collectivités de présenter ces projets et encore d'afficher des estimations financières.

- Unité de valorisation énergétique

Le plan ne prévoit pas de nouvelle capacité d'incinération des déchets ménagers et assimilés.

Il fixe un objectif d'amélioration de la performance énergétique des unités d'incinération, en particulier celles qui sont considérées sans valorisation énergétique et donc qualifiées d'installations d'élimination afin qu'elles possèdent la performance énergétique suffisante pour devenir unité de valorisation énergétique, conformément à la réglementation.

Un investissement important concerne la mise en conformité des usines d'incinération avec la réglementation BREF : les conclusions du MTD (meilleures techniques disponibles) du BREF incinération sont parues au Journal Officiel de l'UE le 3 décembre 2019 - décision d'exécution de la Commission n° 2019/2010 du 12 novembre 2019 - déclenchant une révision des conditions d'exploitation des unités d'incinération. Le montant de cette mise en conformité pour l'ensemble des usines d'incinération d'Occitanie est estimé à plus de 100 M€. Ils sont financés par les maîtres d'ouvrages publics ou privés de ces installations.

Concernant la production et la valorisation énergétique des combustibles solides de récupération (CSR) ou de « produits de type CSR », des projets de chaudières industrielles (investissements compris entre 35 M€ et 45 M€) sont en cours de développement, d'autres plus confidentiels sont à un stade des analyses d'opportunité en ou en cours d'études de faisabilité. Les coûts de fonctionnement de traitement des déchets par ces unités sont compensés par les économies réalisées sur les quantités de déchets qui étaient donc auparavant destinées au stockage et/ou à l'incinération.

- Stockage des déchets non dangereux non inertes :

Sur la base des orientations et des besoins de traitement de proximité et en fonction de l'évolution de la capacité annuelle régionale de stockage autorisée qui devra viser le respect des limites mentionnées-dans le plan, de nouvelles capacités de stockage pourront être envisagées notamment sur la base des projets et situations identifiés lors de la concertation menée par la Région durant l'élaboration du plan, principalement par prolongation d'exploitation de sites existants ou par la mise en place d'un nouveau site de stockage de déchets ayant fait l'objet de pré-traitement amont.

- Stockage des déchets inertes

De manière à améliorer l'accessibilité des installations, l'Occitanie devra disposer d'un maillage resserré d'ISDI à moins de 30 à 40 km des lieux de collecte suivant les possibilités et facilités de transport des différents territoires, sous réserve de la priorité donnée à la valorisation et au remblayage en carrières qui n'acceptent pas toujours tous les types de déchets inertes.

En zone rurale ou de montagne, il est nécessaire de raisonner au niveau de l'accessibilité en temps (et non en distance) aux installations avec une approche par vallée sur les zones de montagne. Dans ces zones, un maillage plus fin en ISDI pourra être nécessaire sans pour autant disposer de grosses capacités de stockage.

Ces recommandations devront être précisées sur la base des retours du schéma régional des carrières en matière de remblayage et dès lors que la connaissance des flux, de leurs gisements et de leurs destinations sera améliorée.

- **Traitement des déchets dangereux**

Le Plan recommande de conserver un bon maillage du territoire régional en installations de tri, transit et regroupement. Le réseau logistique régional de collecte et de transit des déchets dangereux doit permettre d'assurer la valorisation du plus grand tonnage possible et de servir au mieux les producteurs de déchets dangereux.

Toutes les filières de traitement des déchets dangereux ne sont pas nécessaires et présentes dans chaque région.

Le Plan ne dimensionne pas de nouvelles capacités de traitement des déchets dangereux même si celles-ci restent possibles sous condition.

Le plan prévoit la prolongation de la durée de vie des deux installations de stockage des déchets dangereux dans le cadre d'un maintien de la capacité régionale de stockage en deçà du plafond de 265 000 T/an.

### **Pour faciliter la mise en œuvre des projets,**

#### **La Région mobilise un ensemble de dispositifs :**

- Dispositifs d'aide en faveur de la prévention et gestion des déchets et de la transition vers l'économie circulaire (aide aux études, aux investissements et à l'animation régionale). Sur la période 2019-2022, le budget annuel dédié moyen s'est élevé à 5.7 M€.
- Dispositifs d'aide en faveur du développement économique
- Appels à projets thématiques
- Fonds européens FEDER : sur la période 2021-2027, 15 M€ sont fléchés sur des projets d'investissement en faveur de la prévention et valorisation des déchets et de la transition vers l'économie circulaire

#### **L'ADEME propose également différents soutiens financiers**

- pour la réalisation d'équipement de prévention et gestion des déchets et de transition vers l'économie circulaire
- ainsi que des études amont.

L'ADEME a mobilisé en 2021 un budget de 51.8 M€ (y compris crédits du plan de relance) pour accompagner des projets déchets, économie circulaire et visant la réduction de l'impact environnemental des entreprises. En 2022, 35.6 M€ (y compris crédits du plan de relance) ont été consacrés à l'accompagnement de ces projets.